

La lettre d'information s'arrête pendant le mois d'août. Toute l'équipe de l'IRIS vous souhaite un très bon été, et vous donne rendez-vous en septembre.

Points de vue

LE HEZBOLLAH, UN AVANT-POSTE CHIITE QUI GARDE UNE RELATIVE AUTONOMIE

Barah Mikail / Le Figaro / 27 juillet

Les douloureux événements récemment intervenus sur la scène libano-israélienne n'auront pas manqué de souligner une fois de plus l'enchevêtrement des acteurs et enjeux qui peut prévaloir au Moyen-Orient. **Lire la suite page 3.**

SANS COERCITION, IL N'Y A PAS D'ISSUE À LA CRISE

Barah Mikail par Pierre Chambonnet / Le Temps (Suisse) / 21 juillet

Les différents acteurs internationaux ont souvent des visions antagonistes. Si l'on s'en tient à l'ONU ou au G8, la constante du jeu des relations internationales fait que les Etats-Unis, grâce à leur hégémonie, imposent à leurs partenaires leur propre vision. **Lire la suite page 3.**

LES ISRAËLIENS ONT LES MOYENS DE SE DÉFENDRE

Pascal Boniface par Julia Ficatier / La Croix / 20 juillet

Il est difficile de lire dans le jeu de l'Iran. Les liens avec le Hezbollah, le parti chiite libanais, sont connus: il y a des liens historiques, on le sait, créés par les gardiens de la Révolution iraniens et les renseignements syriens après l'invasion israélienne au Liban, en 1983. **Lire la suite page 3.**

PROCHE-ORIENT, UN EMBRASEMENT PRÉVISIBLE

Barah Mikail par Antoine Chazal / Boursorama / 20 juillet

Sur le fond, il n'y avait rien de neuf sous les cieux israélo-libanais ni même sous les cieux israélo-arabe. Ce qui a changé ces derniers jours, c'est l'engrenage de la violence. **Lire la suite page 4.**

QUELLE PLACE POUR LA DÉFENSE NATIONALE DANS LE DÉBAT POLITIQUE ?

Jacques Boyon / Le Figaro / 17 juillet

La Défense a été le 14 juillet l'objet des regards et des attentions des Français sur les Champs-Élysées ou devant leur téléviseur. Sera-t-elle de la même façon dans moins d'un an sous les projecteurs de l'élection présidentielle ? Elle devrait l'être. **Lire la suite page 5.**

L'ARRÊT DU RAPPROCHEMENT INDO-PAKISTANAIS

Olivier Guillard par Damien Roustel / L'humanité / 13 juillet

L'Inde est un pays qui est en permanence soumis à des attentats, que ce soit au Cachemire ou dans le nord-est du pays. Des attentats ont eu lieu à Bénarès en mars (23 morts) et à New Dehli en octobre dernier (66 morts). L'Inde est en permanence en proie au terrorisme. **Lire la suite page 6.**

Dernières publications



LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE
N°62 - été 2006

LE PATRIOTISME ÉCONOMIQUE À L'ÉPREUVE DE LA MONDIALISATION

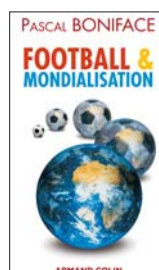
sous la dir. de Sylvie Matelly
et Susanne Nies

Daloz/IRIS - 18 €



L'ENJEU TURC

de Didier Billion
(Ed. Armand Colin)
313 pages - 20€



FOOTBALL & MONDIALISATION

de Pascal Boniface
(Ed. Armand Colin)
173 pages - 18€

Sommaire pages 7 et 8

Médias

RETROUVEZ
PASCAL BONIFACE
TOUS LES DIMANCHES DE 11H
À 12H DANS SON ÉMISSION:
«**QUESTIONS**
INTERNATIONALES»
SUR RADIO-ORIENT
(94.3 FM EN ÎLE-DE-FRANCE).

Dimanche 30 juillet

« LA SITUATION
AU PROCHE-ORIENT »

avec
Denis SIEFFERT,
directeur de la rédaction
de *Politis*
et
Georges CORM,
économiste et spécialiste
du Moyen-Orient

→ TÉLÉVISION

Israël-Liban

> *C dans l'air*, Pascal Boniface
par Thierry Guerrier (France 5,
27/07) **A VENIR**

> Barah Mikail par
- *Journal du matin*, TV Canada
(25/07)
- Delphine Liou (Bloomberg TV,
21/07)

France, USA et Proche-Orient
News of 12, Barah Mikail par
Georges Halliway (BBC World,
24/07)

→ RADIO

Israël-Liban

> Barah Mikail par
- Jean Lamarche (Radio
Ottawa, 26/07)
- *Journal de 12h*, Maria Laffitte
(Radio Orient, 25/07)
- *Journal de 12h*, Etienne
Grunenbach (France Bleu,
19/07)
- *Journal de 18h*, Laurence
Fiévrin (France culture, 19/07)
- *Emission spéciale*, Nadir
Djennad (Beur FM, 19/07)

> Pascal Boniface par
- RMC Info (26/07)
- AFP-Audio (19/07)

> Jean-Vincent Brisset par
Beur FM (21/07)

La politique américaine au Moyen-Orient

Journal de 18h, Barah Mikail
par Mehmet Gültaz (Radio
Suisse romande, 24/07)

La tournée de C. Rice au Moyen-Orient

Barah Mikail par Pierre
Boussel (Radio Méditerranée
international, 21/07)



3èmes Cycles de l'IRIS

INSTITUT PRIVÉ DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

diplômes de niveau Master 1 et 2

Afin de prolonger ses activités de recherche et d'enseignement, l'IRIS a créé l'Institut Privé de Relations Internationales et Stratégiques (IPRIS), établissement d'enseignement supérieur privé, enregistré auprès du Rectorat de Paris.

IPRIS 1^{ère} année - Niveau Bac +4, accessible après une licence

→ RELATIONS INTERNATIONALES

Diplôme privé d'études fondamentales en Relations internationales

IPRIS 2^{ème} année - Niveau Bac +5, accessible après une maîtrise ou un Master 1

→ RELATIONS INTERNATIONALES

Diplôme privé d'études supérieures en Relations internationales

→ GÉOÉCONOMIE

Diplôme privé d'études supérieures Economie et relations internationales

→ QUESTIONS STRATÉGIQUES EUROPÉENNES

Diplôme privé d'études supérieures Questions stratégiques européennes

→ COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Diplôme privé d'études supérieures Action internationale des collectivités locales

→ LES MÉTIERS DE L'HUMANITAIRE

Diplôme privé d'études supérieures Les Métiers de l'humanitaire

Présentation de l'école et de nos programmes,
ainsi que les demandes de dossier de candidature sont sur

www.iris-france.org

Médias

→ RADIO (SUITE)

Le sommet de Rome sur le Liban
Barah Mikail par
- Emilie Laujon (Radio Classique, 25/07)
- RMC info (25/07)
- RFI English service (25/07)

La situation en Irak
Journal de 8h, Pascal Boniface par Europe 1 (21/07)

L'éventuel achat de 66 F 16 par Taiwan
Jean-Vincent Brisset par RFI (20/07)

→ PRESSE ÉCRITE

Israël-Liban
> Barah Mikail par
- Jean-Paul Arcadot (Courrier international, 24/07)
- 24 H - Suisse (24/07)
- Forum de discussion du Nouvel Obs.com (21/07)
- Pierre Chambonnet (Le Temps, 20/07)
- O Globo - Brésil (20/07)
- Jornal o popular - Brésil (19/07)

> Pascal Boniface par
- Anne Navarro (Publico - Portugal, 27/07)
- La Vanguardia - Espagne (23/07)
- Caroline Stevan (24H - Suisse, 20/07)

> Jean-Vincent Brisset par Laurent Barthélémy (AFP, 21/07)

L'état de l'armée libanaise
Barah Mikail par Aurore Lafontaine (France soir, 21/07)

La politique américaine au Moyen-Orient
Barah Mikail par Kristina Petersen (Journal d'Helsinki, 21/07)

L'impuissance de l'ONU
Didier Billion par Emma Strack (RMC Info, 20/07)

Le sommet du G8
Sylvie Matelly par Charlotte Bozonnet (L'Humanité dimanche, 20/07)

Le Koweït et son pétrole
Barah Mikail par Dounia ben Mohammed (Economie matin, 19/07)

Abonnement

Désinscription sur simple demande à :
contact@iris-france.org

LE HEZBOLLAH, UN AVANT-POSTE CHIITE QUI GARDE UNE RELATIVE AUTONOMIE

Barah Mikail / Le Figaro / 27 juillet

Les douloureux événements récemment intervenus sur la scène libano-israélienne n'auront pas manqué de souligner une fois de plus l'enchevêtrement des acteurs et enjeux qui peut prévaloir au Moyen-Orient. Symbole parmi tant d'autres de cette complexité : la nature du Hezbollah, mouvement politico-religieux aux contours imprécis. Il est, aujourd'hui plus qu'hier, difficile d'identifier précisément sa chaîne de commandement.

Dire cependant du Hezbollah qu'il n'existerait aujourd'hui que par lui-même est tout simplement faux. Sans l'Iran, en effet, pas de possibilité pour le Parti de Dieu d'envoyer des drones contre des cibles israéliennes. De même, sans la Syrie voisine, pas de possibilité pour ces mêmes drones de se doubler de missiles et d'une manne financière considérable. Mais ces constatations factuelles ne posent pas moins, en filigrane, une autre question fondamentale : et si le comportement du Hezbollah était la première représentation aboutie de ce fameux «croissant chiite régional» qui s'étendrait de l'Iran au Liban en passant par les pays du Golfe, la Syrie et l'Irak ?

La donne communautaire est en effet particulièrement vivace dans le Moyen-Orient contemporain. D'où les craintes exprimées par certains des plus proches alliés régionaux de Washington, tels la Jordanie, l'Égypte ou encore l'Arabie saoudite, selon lesquels la politique américaine au Moyen-Orient renforcerait la satellisation iranienne des communautés arabes chiites.

Leur argument est d'ailleurs difficilement contestable à première vue. L'Iran connaît effectivement une période faste pour ses intérêts. Le borbier irakien empêche les États-Unis d'envisager la force militaire à son encontre ; les voies diplomatiques développées par la troïka européenne concernant le nucléaire iranien connaissent d'éternels attermoissements, recherchés d'ailleurs par Téhéran ; et la Russie et la Chine, en quête de leur propre stratégie moyen-orientale, font de la question nucléaire iranienne un motif de mise en concurrence indirecte vis-à-vis de Washington. On est donc bien loin de la configuration qui prévalait dans les années 1980, quand Téhéran avait Damas pour seul allié régional.

Néanmoins, une approche de type principalement essentialiste suffit-elle à résumer les réalités politiques moyen-orientales ? La question mérite d'être posée. Le chiisme contemporain est en effet très loin d'être confiné à un seul esprit de solidarité de corps qui animerait ses adeptes. C'était déjà vrai en 1979, quand la ferveur populaire concomitante à la révolution islamique ne dépassa les frontières de l'Iran qu'à de rares et inabouties exceptions près. Et per-

sonne ne saurait sincèrement affirmer que cette configuration a fondamentalement changé depuis. L'Irak post-Saddam Hussein donne à lui seul une bonne idée des extrêmes disparités politiques et théologiques qui peuvent prévaloir au sein de communautés chiites vivant dans un même cadre national. Il en va d'ailleurs très souvent de même pour chacun des pays moyen-orientaux comme asiatiques composés de fortes minorités chiites.

L'Iran renforce pourtant incontestablement son rôle régional, tout comme il reste soucieux de pouvoir compter sur le soutien politique des communautés chiites environnantes. Mais peut-on pourtant en déduire l'existence d'ores et déjà acquise d'un croissant chiite moyen-oriental d'obédience iranienne ? Téhéran trouve, certes, par le Hezbollah chiite un moyen d'action régional efficace. Mais cette réalité est surtout due à la volonté des deux acteurs de consolider leurs intérêts locaux en instrumentalisant des enjeux plus largement régionaux. Le croissant chiite ne commencera en effet à avoir de début de réalisation que le jour où l'ensemble des États-nations concernés auront vu leur déliquescence engagée. Et même dans cette hypothèse, il conviendra de s'interroger : dans quelle mesure un Sistani d'Irak attaché à la séparation du politique et du religieux serait-il prêt à se placer sous la coupe d'un leadership iranien chiite qui fait de la fusion des sphères spirituelle et temporelle un principe étatique fondamental et non négociable.

Avec le XXe siècle, les chiites se sont fait une raison d'être nationale, devenue aujourd'hui partie intégrante de leur identité. Et on voit mal comment l'ampleur des débats opposant les multiples courants coexistant au sein de cette branche de l'islam pourrait mener, ne serait-ce que sur les court et moyen termes, à un consensus inter-chiite durable. Le chiisme est en effet musulman et moyen-oriental avant d'être iranien, et les tendances centrifuges, qu'elles soient politiques ou théologiques, y sont bien trop nombreuses pour permettre à toute éventuelle «stratégie chiite» iranienne de pouvoir dépasser le cadre d'alliances principalement politiques. Téhéran n'en garde pas moins une capacité d'influence, voire de nuisance, incontestable, cela va de soi ; mais celle-ci ne semble pas moins dissociée, par la force des choses, de toute logique de type essentialiste et/ou monoconfessionnel.

* Chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), auteur de *La Politique américaine au Moyen-Orient* (Daloz 2006).

SANS COERCITION, IL N'Y A PAS D'ISSUE À LA CRISE

Barah Mikail par Pierre Chambonnet / Le Temps (Suisse) / 21 juillet

Barah Mikail, chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques à Paris, livre son analyse sur les options de sortie de crise.*

L'absence de réaction de la communauté internationale est-elle à interpréter comme une légitimation de l'intervention israélienne au Liban ou comme un simple aveu d'impuissance?

Les différents acteurs internationaux ont souvent des visions antagonistes. Si l'on s'en tient à l'ONU ou au G8, la constante du jeu des relations internationales fait que les Etats-Unis, grâce à leur hégémonie, imposent à leurs partenaires leur propre vision.

Et quelle lecture les Américains ont-ils des événements au Liban?

C'est la même que celle d'Israël. Ce n'est pas une nouveauté, car l'alliance israélo-américaine donne l'impression aujourd'hui d'être quasi indéfectible. Ce qui comporte un danger, car la vision du conflit - celle de l'un des protagonistes les plus engagés - empêche les Américains d'exercer un vrai rôle d'arbitre.

Il ne se passera donc rien tant que l'administration américaine n'aura pas pris position...

Le plus important repose sur des pressions déterminées des Américains. Tant que des moyens coercitifs ne seront pas mis en place contre les belligérants, et spécialement Israël, il n'y aura pas de solution durable. On ne parviendra pas à un aplanissement des tensions pour une sortie de cette crise qui n'en est plus une. Car il s'agit bien d'une guerre, entre Israéliens et Libanais en général.

Si les Américains détiennent la solution, pourquoi tardent-ils?

Il faut d'abord voir la continuité stratégique entre Washington et Israël. A cela s'ajoute le cadre plus large de la lutte contre le terrorisme : les Américains voient d'un bon œil la guerre engagée contre le Hezbollah, une formation radicale armée qui gravite hors de tout contrôle étatique, et donc dans le camp du mal.

Israël a le champ libre, le temps de légitimer le rôle de chef de guerre de ses dirigeants?

Si Ehoud Olmert souhaitait confirmer son aptitude à diriger, y compris par l'emploi et la maîtrise de la force armée, les Américains le soutiendraient sans aucun doute. Mais il ne faut pas oublier que, quels que soient les changements à la tête du gouvernement, les méthodes sont peu ou prou les mêmes, car ce sont les militaires qui, dans la continuité, décident des grandes lignes de la stratégie israélienne globale.

Les Israéliens peuvent-ils occuper durablement le Sud-Liban?

Militairement, oui. Mais il semble exclu qu'Israël envisage d'occuper le Sud-Liban comme en 1978 ou en 1982. Il ne peut plus compter sur des relais locaux lui permettant d'affaiblir le Hezbollah dans la région. Et, par-dessus tout, il semble ne pas avoir l'intention d'ouvrir un nouveau front régional, en direction de la Syrie. Il a conscience que, en cas d'invasion du Sud-Liban, il se retrouverait dans la position peu enviable des Américains en Irak.

Les conditions d'un cessez-le-feu?

Les conditions israéliennes sont claires : la libération des soldats emprisonnés au Liban, l'arrêt des tirs du Hezbollah et le désarmement du mouvement chiite. Mais chacun des deux belligérants veut prouver qu'il est le plus fort et qu'il aura le dernier mot. Un dernier mot militaire et non politique. C'est tout le problème.

Qui peut freiner le Hezbollah?

L'Iran et la Syrie. Ces deux pays sont les soutiens logistiques et financiers. En coupant la manne, ils peuvent donc l'affaiblir. Mais le Hezbollah est arrivé à un degré de maturité avancé ; il a mis au point une stratégie nationale et régionale pour servir ses intérêts et, quelles que soient les pressions, elles parviendront difficilement à un désarmement effectif et au ralliement à des objectifs politiques exclusifs.

* *La politique américaine au Moyen-Orient, Editions Dalloz*

LES ISRAËLIENS ONT LES MOYENS DE SE DÉFENDRE

Pascal Boniface par Julia Ficatier / La Croix / 20 juillet

Selon le politologue Pascal Boniface, l'Iran essaie d'élargir son influence dans la région.

Derrière la tragédie libanaise, il y a un acteur important, l'Iran. Quel jeu joue Téhéran en soutenant le Hezbollah ?

Il est difficile de lire dans le jeu de l'Iran. Les liens avec le Hezbollah, le parti chiite libanais, sont connus : il y a des liens historiques, on le sait, créés par les gardiens de la Révolution iraniens et les renseignements syriens après l'invasion israélienne au Liban, en 1983. Il y a des liens financiers et militaires : les roquettes qui s'abattent sur Haïfa sont fournies à la fois par l'Iran et la Syrie. En même temps, on ne peut pas dire que le Hezbollah est une courroie de transmission de l'Iran : il y a un agenda libanais dont la maîtrise échappe à Téhéran, même si le pouvoir iranien exerce une influence sur le Hezbollah. Ne limitons pas le parti chiite libanais à une sorte de marionnette que l'Iran agiterait à son gré !

Que cherche l'Iran au Proche-Orient, en affirmant vouloir jouer les bons offices entre Israël et le Hezbollah pour la libération des deux soldats israéliens et des prisonniers palestiniens ?

Après le bras de fer sur le nucléaire avec l'Europe et les Etats-Unis, l'Iran essaie aujourd'hui par l'intermédiaire du Hezbollah d'élargir son influence au Proche-Orient au-delà du monde musulman chiite, auquel appartient le Hezbollah. Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a fait le choix de s'engouffrer dans un espace déserté par les Etats arabes pour se présenter comme le plus déterminé des ennemis d'Israël et le meilleur défenseur des Palestiniens. Il s'est également affiché comme le protecteur de la Syrie et a révélé, avec les tirs de roquette du Hezbollah, qu'Israël était vulnérable, comme Saddam Hussein l'avait démontré en 1991, lors de la première guerre du Golfe, en envoyant des missiles Scud, notamment sur Tel-Aviv. L'Iran a donc élargi son rôle dans la question du Proche-Orient, son influence, et ce à peine en quinze jours. Quel retournement de situation ! Dans ce contexte, on voit mal les Israéliens accepter que l'Iran joue les " bons offices " dans la libération des prisonniers.

La nouvelle politique iranienne est-elle payante ?

L'opinion publique arabe, musulmane, sait gré à l'Iran de cette attitude, d'autant qu'à l'inverse des Etats arabes du Proche-Orient, Téhéran a un atout que les autres n'ont pas. Les Iraniens ont les moyens de se défendre. Ils ne craignent pas un affrontement direct avec les Etats-Unis ou avec Israël, dont le président Ahmadinejad a appelé à la destruction. Ce qui n'est plus de mise publiquement chez les chefs d'Etat arabes. L'Iran tient à apparaître comme le seul capable de s'opposer aux Etats-Unis et à Israël. Et si les Israéliens réussissent à " casser " le Hezbollah, les conséquences ne seraient pas sans répercussion, non seulement sur le Liban, qui était en pleine reconstruction, cherchant à se libérer du " parrain " syrien, autre pays ami de Téhéran, mais aussi sur toute la région. Téhéran resterait-il les bras croisés ?

PROCHE-ORIENT, UN EMBRASEMENT PRÉVISIBLE

Barah Mikail par Antoine Chazal / Boursorama / 20 juillet

Une semaine après le début des représailles israéliennes contre le Hezbollah, Barah Mikail, chercheur à l'IRIS (Institut de relations Internationales Stratégiques) et spécialiste du Moyen-Orient décrypte l'actuel conflit israélo-libanais.

Sommes-nous aujourd'hui rentrés dans une nouvelle guerre au Proche-Orient ?

Nous pouvons effectivement aujourd'hui qualifier les violences au Proche-Orient de guerre. Si dans les premiers jours, il ne s'agissait que de manifestations de violences passagères, très vite la situation a pris la configuration d'une guerre ouverte.

Quelles sont les raisons de cet embrasement qui secoue toute la région et inquiète l'ensemble de la communauté internationale ?

Sur le fond, il n'y avait rien de neuf sous les cieux israélo-libanais ni même sous les cieux israélo-arabe. Ce qui a changé ces derniers jours, c'est l'engrenage de la violence. Le Hezbollah a voulu prouver aux Israéliens que le rapport de force pouvait être en sa faveur. Côté israélien, le Hezbollah au Liban comme le Hamas en Palestine sont des organisations armées considérées comme terroristes qui aspirent à la destruction de l'Etat d'Israël. Et Israël veut les contraindre dans une logique sécuritaire avec le recours militaire de Tsahal. L'autre point de tension sur lequel prospèrent ces mouvements armés arabes provient de la question des frontières, notamment celles définies en juin 1967 à l'issue de la guerre des 6 jours. En juin 1967, Israël a quasiment quadruplé son territoire au dépend de territoires arabes en occupant la bande de Gaza, la péninsule du Sinaï, la Cisjordanie et le plateau du Golan. Les opinions publiques arabes ont vécu cette occupation comme un véritable traumatisme qui demeure présent dans les esprits. Cette histoire régionale tourmentée a pour conséquence aujourd'hui deux visions totalement antagonistes. Les israéliens considèrent qu'une paix avec les arabes est nécessaire sans pour autant céder les territoires conquis en 1967. Les Arabes, quant à eux, veulent la paix mais à condition que les Israéliens se retirent des zones occupées. Mais aujourd'hui, c'est la volonté de surenchère respective qui a provoqué l'engrenage. Le Hezbollah s'est lancé dans une épreuve de force pour tester le gouvernement israélien après le retrait précipité d'Ariel Sharon afin de voir si Ehoud Olmert a la stature de son prédécesseur.

Ce conflit est-il uniquement contenu dans ce micro espace qui regroupe Israël, le Liban et la Palestine, ou s'étend-il au-delà de cette zone impliquant du même coup d'autres Etats de la région ?

Nous ne pouvons absolument pas écarter le fait que le Hezbollah ait pour principaux soutiens gouvernementaux régionaux la Syrie et l'Iran. Soutiens qui interviennent à trois niveaux : idéologique, financier, et logistique avec l'apport de moyens militaires. Si ces soutiens existent, il ne faut pas imaginer que le Hezbollah a été commandé par ces puissances régionales extérieures pour allumer la mèche. C'est une possibilité. Néanmoins, je suis plutôt favorable à l'idée selon laquelle le Hezbollah a mis au point sa propre stratégie à des fins tant nationales libanaises que régionales. Il se trouve que cette stratégie arrange les affaires de la Syrie et profite à l'Iran.

Ce conflit était-il prévisible ?

L'explosion du Moyen-Orient ou du Proche-Orient est toujours prévisible de part l'instabilité régionale. Mais l'invasion en Irak a été un facteur d'aggravation. Des tensions anti-israéliennes et anti-américaines existaient déjà avant l'invasion en mars 2003 de l'Irak, de même que le conflit israélo-palestinien fédérait déjà les passions. Mais cette nouvelle donne irakienne est venue exacerber les frustrations des opinions publiques arabes. L'invasion de l'Irak et ses conséquences avec notamment la partition confessionnelle program-

mée de l'Irak a alimenté ces sentiments anti-israélien et anti-américain. Il faut ajouter à cela la situation très tendue entre la Syrie et le Liban et le bras de fer entre l'Iran et l'Occident sur le dossier nucléaire. Dans ce contexte, tous les éléments étaient réunis pour qu'une étincelle embrase la région. Sur le plan strictement israélo-libanais, rien ne laissait prévoir qu'Israël ait une réponse aussi musclée. Cette réaction donne l'impression d'un embrasement effectif des relations israélo-libanaises avec une possibilité d'extension régionale. Les griefs de part et d'autre étaient tels qu'une explosion du Moyen-Orient était largement à l'ordre du jour.

Ce nouveau conflit peut-il avoir pour conséquence un nouveau redécoupage de la région ou une modification des frontières ?

C'est envisageable. La volonté israélienne de repousser le Hezbollah par un éventuel réinvestissement du Liban tend à confirmer cette hypothèse. C'est une configuration qui rappelle la situation de 1978 et de 1982 quand Israël avait établi une zone de sécurité dans le sud du Liban. L'éclatement et l'implosion intra-nationale de certains Etats du Moyen-Orient n'est absolument pas à exclure. C'est une tendance déjà engagée en Irak. Tendance d'autant plus plausible au Liban que la structure socio-confessionnelle du pays s'y prête. Tout embrasement interne au Liban combiné à un blocus rendant la vie de la population libanaise insupportable fait courir le risque d'un éclatement. On pourrait parfaitement en arriver à une situation dans laquelle les Libanais s'organisent en communauté et se reportent sur la décision de leurs propres leaders politico-religieux. Il faut rappeler que le Liban, peuplé d'environ 4 millions d'habitants, est une mosaïque de communautés composée d'environ 60% de musulmans chiites et sunnites, le reste de la population étant chrétiens maronites, druzes...

Quelle peut-être l'issue de cette flambée de violence dans cette zone du Proche-Orient ?

Les solutions qui permettraient de mettre un terme à ce conflit sont entre les mains d'un seul et unique acteur : les Etats-Unis. Or les USA ont plutôt justifié les actions israéliennes et ne semblent pas vouloir peser sur la donne israélo-libanaise. Quant à parler de solution celle-ci est présente depuis 40 ans. C'est tout simplement, à mon sens, l'application de la résolution 242 de l'ONU. Résolution adoptée à l'ONU au lendemain de la guerre des 6 jours qui "exigeait l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient passant par un retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés pendant le récent conflit, par le respect et la reconnaissance de la souveraineté de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région, et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces et d'actes de force". La non-application de cette résolution fera persister la situation chaotique de la région.

Au niveau économique, quelles peuvent-être les conséquences du conflit pour ces deux Etats ?

Tout est à reconstruire surtout du côté libanais. Il y a eu au cours de cette semaine de raids une destruction effective d'infrastructures. Or le grand mal du Liban, depuis plusieurs années, c'est sa dette colossale de l'ordre de 40 milliards de dollars qui va mécaniquement se creuser avec ces nouvelles destructions. Le Liban, dont la principale ressource économique réside dans le tourisme va être durement affecté par cette nouvelle crise. D'autre part avec un risque-pays qui s'élève à 7, il apparaît peu probable de voir les investisseurs se précipiter dans ce pays. Côté israélien, il y a des dégâts également mais ceux-ci sont plus aisément surmontables car Israël détient un savoir-faire technologique et des moyens financiers plus importants.

QUELLE PLACE POUR LA DÉFENSE NATIONALE DANS LE DÉBAT POLITIQUE ?

Jacques Boyon / Le Figaro / 17 juillet

La Défense a été le 14 juillet l'objet des regards et des attentions des Français sur les Champs-Élysées ou devant leur téléviseur. Sera-t-elle de la même façon dans moins d'un an sous les projecteurs de l'élection présidentielle ?

Elle devrait l'être. Le président de la République étant le chef des armées dans les textes et dans l'esprit de la Constitution, l'élection présidentielle est la principale, voire l'unique consultation électorale où la Défense - et il en va de même pour la politique étrangère - peut et doit entrer dans le débat politique devant les citoyens.

Or on a toujours constaté que, dans les débats électoraux, la Défense tient peu de place et ne préoccupe guère les électeurs. C'est paradoxal si on observe que celle-ci est, comme on dit, l'assurance-vie de la nation et que son budget est par son montant le second budget de l'Etat, juste derrière l'Education nationale.

Pourquoi ce paradoxe ? On peut avancer deux explications.

D'abord, le sujet est complexe et met en cause le long terme plus que l'immédiat. L'électeur se sent dépassé et s'en remet à l'expert ou au professionnel.

Ensuite, la Défense est depuis un long temps l'objet d'un consensus politique assez large, qui va presque jusqu'aux extrêmes de l'éventail politique. On l'a bien vu : les polémiques autour de dossiers comme la sortie de l'Otan, la création de la dissuasion, la professionnalisation de l'armée ou les opérations extérieures (première guerre du Golfe, ex-Yougoslavie ou Afghanistan) se sont vite éteintes.

Pourtant on constate au long du dernier demi-siècle que chaque président a imprimé sa marque sur la politique de Défense, chacun à sa façon. Toute l'œuvre du Général de Gaulle, lui-même inspiré de sa culture personnelle et historique, a été inspirée par le souvenir obsédant de la manière dont la France a vécu et a traversé la Seconde Guerre mondiale. Après lui, Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand ont porté un regard plus distant sur les questions de Défense.

Des successeurs du Général, Jacques Chirac est assurément celui qui aura le plus marqué de son empreinte la politique française de Défense. On lui doit entre autres des décisions lucides et courageuses : professionnalisation des armées et fin du service militaire ; reprise temporaire des essais nucléaires pour lancer dans les bonnes conditions scientifiques la simulation, condition indispensable pour rester dans le club des grandes puissances nucléaires et membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ; forte participation aux opérations de maintien ou de rétablissement de la paix menées sous le drapeau de l'ONU ou de l'Union européenne.

En outre, chose non négligeable, dans la gestion financière du quotidien, Jacques Chirac a systématiquement soutenu son ministre de la Défense, contre les ministres du Budget, permettant ainsi à la loi de programmation militaire d'être intégralement respectée pour la première fois depuis les

origines. Ainsi est démontré que, malgré l'apparent consensus fondamental évoqué plus haut, la politique de défense menée par un exécutif de droite n'est pas identique à celle que mènerait un exécutif de gauche.

Après lui, le prochain président de la République (si ce n'est pas l'actuel !) sera d'une certaine manière en matière de Défense un néophyte et il ne pourra éviter de se poser les questions difficiles, si les électeurs ne les posent pas eux-mêmes. Dans un contexte dominé par l'austérité budgétaire et le remboursement de la dette, quel sera le volume de l'effort de la Défense permis par le budget ? Que deviendra la dissuasion ? Aura-t-on les moyens militaires de répondre aux demandes de la communauté internationale pour les opérations extérieures ?

Le futur chef des armées devra se souvenir de quatre principes :

1) La Défense n'a pas seulement pour but la sécurité du pays ; elle contribue aussi à la place, au rôle et au rayonnement de la France, sur les plans politique, scientifique, technologique et économique ; elle est le principal facteur de puissance.

2) La dissuasion n'est pas seulement un héritage du Général de Gaulle ; elle reste aujourd'hui encore l'ultime protection de nos intérêts vitaux et ce n'est pas le moment de réduire significativement ce qui fait de la France un membre respecté du club nucléaire quand l'Asie se précipite dans la prolifération.

3) Membre permanent du Conseil de sécurité et partisan d'une forte Europe de Défense, la France ne peut être absente des opérations de rétablissement de la paix décidées par la communauté internationale.

4) Le budget de la défense est le plus régulier des budgets. Si l'Etat veut se dégager un tant soit peu, il ne peut se défausser sur personne et il ne peut compter sur les collectivités territoriales pour prendre les relais comme il a coutume de le faire dans sa démarche décentralisatrice (routes, éducation, RMI, allocation personnalisée d'autonomie, etc.).

Toutes ces considérations essentielles font que le budget de la défense, qui si souvent dans le passé a souffert d'être une variable d'ajustement du budget de l'Etat, ne peut devenir demain le moteur de la décélération des finances de l'Etat. Tout l'édifice militaire et industriel de notre Défense, laborieusement édifié grâce au soutien des citoyens et au sacrifice des contribuables, serait rapidement mis à bas.

Jacques Boyon est Ancien secrétaire d'Etat à la Défense, Président de l'Institut de relations internationales et stratégiques.

L'ARRÊT DU RAPPROCHEMENT INDO-PAKISTANAIS

Olivier Guillard par Damien Roustel / L'humanité / 13 juillet

Spécialiste de l'Inde, Olivier Guillard livre son analyse sur les attentats sanglants de Bombay.

Olivier Guillard est directeur de recherche Asie à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). Il est l'auteur de La Stratégie de l'Inde au XXIe siècle et, plus récemment, d'un livre intitulé Le Pakistan de Moucharraf, enfin respectable ?

Ces attentats vous surprennent-ils ?

L'Inde est un pays qui est en permanence soumis à des attentats, que ce soit au Cachemire ou dans le nord-est du pays. Des attentats ont eu lieu à Bénarès en mars (23 morts) et à New Dehli en octobre dernier (66 morts). L'Inde est en permanence en proie au terrorisme. Celui-ci est le plus souvent à vocation religieuse ou interethnique. Il est aussi le reflet de mauvaises relations régionales. Malgré cette toile de fond, ces attentats sont surprenants de par leur ampleur. Le fait d'avoir symboliquement choisi les transports en commun de la capitale financière du pays aux heures de pointe témoigne d'une volonté de frapper très fort.

Ce mode opératoire diffère-t-il des précédents attentats ?

Lorsque l'on se penche sur l'abondant historique des actions terroristes en Inde, on se rend compte que les attentats de Bombay représentent ce que l'on a fait de pire et de plus sophistiqué à la fois. Lors de l'attentat qui a visé l'Assemblée nationale en 2001, la méthode utilisée avait été beaucoup plus simple. Il s'agissait d'une petite équipe qui s'était fait exploser devant le bâtiment. Là, on a atteint un niveau de sophistication que très peu d'organisations possèdent sur le sous-continent.

De qui s'agit-il ?

Aujourd'hui le doigt est pointé en direction de diverses structures telles que le Lashkar e-Taiba, cette « armée des purs » dont l'un des agendas principaux consiste à débarasser « la présence hindoue du Cachemire indien » et d'étendre cet objectif à l'ensemble de l'Inde. Le doigt est aussi pointé vers une organisation un peu moins connue mais tout

aussi redoutable : le Student's Islamic Movement of India (SIMI). C'est un groupe qui prône l'islamisme radical, qui souhaite instaurer une sorte de califat en Inde. Il est lui aussi interdit. Autant le premier mouvement est d'obédience pakistanaise, autant celui-ci est une entité indienne. Il est fort à parier que des transferts de technologies et savoir-faire ont eu lieu entre ces différentes organisations car leurs objectifs religieux et politiques ne sont pas très différents. On peut supposer qu'il existe une implication assez forte d'un mouvement frère ou cousin dans la réalisation des attentats de Bombay, qui sont loin de constituer une petite opération dans une ville qui est très surveillée depuis les attentats de 1993. Il serait très surprenant d'apprendre que les organisations que je viens d'évoquer sont en dehors du coup.

Le rapprochement indo-pakistanaise va-t-il être affecté par ces attentats ?

Il est clair que la partie pakistano-sceptique de la société indienne, celle qui se demande si le dialogue que l'on entretient depuis janvier 2005 avec le Pakistan est utile, va monter au créneau. Les nationalistes hindous, au pouvoir jusqu'à fin 2003, font entendre leur voix depuis mardi (ndlr :11 juillet). Avec cette pression des nationalistes, le gouvernement indien va être obligé d'y regarder à deux fois avant de reprendre son dialogue avec le Pakistan, même si celui-ci n'y est sans doute pour rien. On peut prévoir un coup d'arrêt de plusieurs mois sur le cours de ce rapprochement. Nécessairement cette détente entre New Dehli et Islamabad, qui a déjà produit de très bons résultats, va prendre un peu de temps avant de redémarrer.



LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE N°62 - été 2006

LE DOSSIER :

Le patriotisme économique à l'épreuve de la mondialisation

sous la direction de Sylvie Matelly et Susanne Nies

Daloz/IRIS - 18 euros

ÉCLAIRAGES

La Convention sur la diversité culturelle : anatomie d'un succès diplomatique / Jean Musitelli

La politique étrangère du Portugal : européanisme, atlantisme, ou les deux ? / Teresa Almeida Cravo et Maria Raquel Freire

Une politique étrangère slovène modifiée pour l'Union européenne / Dimitrij Rupel

DOSSIER : LE PATRIOTISME ÉCONOMIQUE À L'ÉPREUVE DE LA MONDIALISATION

INTRODUCTION : La nationalité des entreprises en Europe / Susanne Nies et Sylvie Matelly

DANS UNE ÉCONOMIE MONDIALISÉE, LA NATIONALITÉ DES ENTREPRISES A-T-ELLE ENCORE UN SENS ?

Mondialisation et recomposition du capital des entreprises européennes / Michel Dietsch

La nationalité des entreprises et le patriotisme économique sont-ils solubles dans la mondialisation ? / Dominique Plihon

Patriotisme économique, action publique et marchés stratégiques / Bernard Carayon

VERS UN PATRIOTISME ÉCONOMIQUE À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE ?

Quelques enjeux autour de la notion de " nationalité des firmes " / Claude Serfati

Des entreprises en Europe ou des entreprises européennes ? Les politiques industrielles, de la concurrence et de l'innovation de l'Union européenne face à la mondialisation / Gilles Le Blanc

Une issue européenne au débat ? Le point sur le statut d'entreprise européenne / Susanne Nies, Michael Diekmann et Guillaume Sanchez

EN LIBRAIRIE

Comptes rendus

Questions d'Asie

Géopolitique régionale

Perspectives critiques

Le trimestre des revues de relations internationales à l'étranger

LES ACTIVITÉS DE L'IRIS

(janvier, février, mars 2006)



L'ENJEU TURC

de Didier Billion

(Ed. Armand Colin)
313 pages - 20€

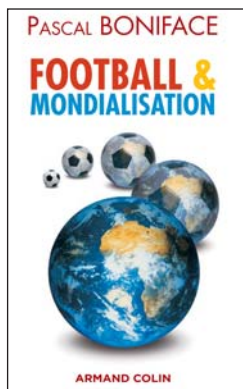
Le débat sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne a pris une tournure passionnée. Les opposants à la candidature turque n'hésitent pas à attiser les peurs d'une opinion en perte de repères.

Les arguments de nature " culturelle " avancés masquent une ignorance complète de la réalité turque, passée et présente. Quand ils ne sont pas marqués au sceau de la paresse intellectuelle et de l'absence de courage électoral, ils relèvent du désir invouable de replier l'Union européenne sur une identité " occidentale " fantasmée.

D'où l'importance de la présente étude. Au-delà d'une présentation approfondie de la Turquie, qui n'éluide rien des défis auxquels ce pays est confronté, elle nous interpelle sur l'Europe que nous voulons : une Europe de la régression mijotant sa peur de l'autre à l'intérieur de remparts illusoire, ou une Europe ouverte et inventive, animée par un projet ambitieux et mobilisateur ?

Donner au débat les bases sérieuses qu'il exige et mettre chacun face à ses responsabilités : Didier Billion a brillamment relevé le défi. Puisse ce livre contribuer à transformer une crainte irraisonnée en élan vers une nouvelle frontière ! Sortie le 24 mai 2006

Didier Billion, docteur en science politique, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), a publié plusieurs ouvrages consacrés à la Turquie contemporaine.



FOOTBALL & MONDIALISATION

de Pascal Boniface

(Ed. Armand Colin)
173 pages - 18€

Le football a conquis le monde de façon pacifique. Le soleil ne se couche jamais sur son empire. C'est le symbole même de la mondialisation.

Mais alors que la mondialisation est perçue comme une force venant dissoudre les identités nationales, le football en est le plus sûr ciment : les populations se soudent autour de leur équipe nationale, porte- drapeau d'un pays et symbole consensuel d'une unité mise à mal.

Que ne dit-on pas sur les compétitions sportives, football en tête, accusées de favoriser la violence civile, de détourner les mobilisations populaires et d'être instrumentalisées par les régimes répressifs ? Pourtant, à y bien réfléchir, ne doit-on pas penser que le stade est parfois le lieu résiduel de contestations interdites ailleurs ? Dans cette mesure, l'organisation de grandes compétitions sportives, loin de servir la propagande de tel ou tel régime, peut mettre en lumière ces zones d'ombres.

Dans cet essai stimulant et enlevé sur les ressorts et les paradoxes de la " planète football ", Pascal Boniface met son talent reconnu d'analyste de la politique internationale et sa passion de supporter du ballon rond au service de questions qui gênent ou surprennent.

Le football attise-t-il les haines nationales jusqu'à déboucher sur les affrontements guerriers ou est-il le moyen d'un rapprochement entre peuples, d'ouverture sur les autres ? Le football est-il un moyen d'intégration et de mixité raciale, permettant une harmonie sociale interne, ou sert-il d'exutoire aux débordements racistes ? Les compétitions resteront-elles organisées sur des critères purement sportifs ou l'argent va-t-il de plus en plus les réguler ? Les budgets vont-ils dicter les classements ? Les équipes nationales vont-elles disparaître au profit des clubs ? Et l'Europe a-t-elle joué avec l'arrêt Bosman, le rôle d'un boute-feu ultralibéral ? Un tir au but droit au fond des filets du politiquement correct !

Ouvrages en vente en librairie
ou sur
www.iris-france.org